Fuites diplomatiques

Les relations Paris-Berlin vues par *WikiLeaks*

Anne-Muriel Alexici*

» Le dimanche 28 novembre 2010, le site Internet *WikiLeaks* a commencé à divulguer des correspondances diplomatiques américaines, dont le total annoncé s'élève à 251 287 télégrammes. Les relations franco-allemandes n'ont pas été épargnées, elles ont été décortiquées à la lueur du prisme américain, notamment dans le domaine aérospatial.

„Reich des Bösen"

Die Enthüllungen von *WikiLeaks, « 11. September der Weltdiplomatie »* (Franco Frattini, italienischer Außenminister), betreffen auch die deutsch-französischen Beziehungen. Im Fokus: der Luft- und Raumfahrt-Konzern EADS, in dem es unter deutschen und französischen Verantwortlichen zu einem *„Blutbad"* gekommen sei *(Der Spiegel).* Laut *WikiLeaks* lieferten sich beide Länder einen gnadenlosen Wirtschaftskrieg; Industriespionage in großem Stil machten Frankreich zu einem *„Reich des Bösen"* (Berry Smutny, ehemaliger Vorstandsvorsitzender des deutschen Satelliten-Herstellers OHB, der wegen seiner Äußerungen entlassen wurde).

Insgesamt wurde seitens der Betroffenen versucht, die *WikiLeaks*-Enthüllungen kleinzureden. Allerdings sind ein Jahr vor den französischen Präsidentschaftswahlen auch erst 10 % der französischen Korrespondenz öffentlich bekannt.

Red.

Ces fuites diplomatiques alimentent le débat sur une possible dichotomie entre l'exigence de transparence accrue de l'opinion publique et la nécessaire préservation du secret diplomatique. Mais cette divulgation massive, et sa reprise quasi-quotidienne dans les médias internationaux, pose la question de l'impact de *WikiLeaks* sur les relations internationales.

En mars 2011, l'agence de presse *Reuters,* qui a conclu un partenariat avec *WikiLeaks,* faisait état, sur la foi de télégrammes américains qui lui ont été transmis par une tierce partie, des tensions au sein du groupe EADS, symbole franco-allemand et européen. Si les relations entre la France et l'Allemagne ont été conflictuelles par le passé dans ce domaine, le conflit n'a pas cessé malgré la création du consortium européen EADS. Les responsables des deux pays n'ont pas hésité à faire part dans leurs conversations avec les diplomates américains de la lutte acharnée pour la gouvernance d'EADS. Les querelles internes étaient également nourries par la crise liée aux retards du très gros porteur A380, qui ont entraîné une chute des cours de la Bourse du groupe alors qu'Airbus était en concurrence avec *Boeing.* Le co-président Noël Forgeard est décrit par les responsables allemands du groupe en juillet 2006, peu avant sa démission, comme *« un maniaque dévoré par l'ambition »,* ces responsables se disent frustrés par l'*« attitude stoïque de l'Allemagne face à EADS »*. Forgeard avait été nommé par Jacques Chirac à la direction du groupe entre 2005 et 2006, malgré les réticences d'Arnaud Lagardère, l'un des actionnaires majoritaires. Celui-ci se serait montré vivement critique envers le chef de l'Etat et aurait *« fait remarquer que Chirac fichait en l'air tout ce qu'il touchait »*. De plus, les correspondances datant de 2005 à 2009 exposent le soulagement des responsables d'EADS lors du retrait de BAE *Systems,* le

* Anne-Muriel Alexici est diplômée du CELSA-Paris IV Sorbonne en Communication des Entreprises et des Organisations Internationales et en Science Politique de Paris II-Assas.

groupe britannique souhaitant céder ses 20 % dans *Airbus*. Ils estiment en 2006, selon des déclarations rapportées par le consulat américain à Munich, que *« BAE était de toute façon un partenaire schizophrène, ne sachant jamais tout à fait s'il était européen ou quasi-américain »*. Peu après, le magazine *Der Spiegel* étayait ces révélations, titrant sur le *« bain de sang entre les responsables allemands et français d'EADS »*, mais soulignant le calme des responsables du groupe devant les fuites.

Concurrence et espionnage

Partenaires stratégiques en Europe, les deux alliés semblent donc se livrer une bataille sans merci dans les principaux domaines économiques. Le quotidien norvégien *Aftenposten,* qui s'est également procuré une partie des documents et qui les a publiés depuis décembre 2010 sur son site Internet, a mis en ligne une dizaine de correspondances de l'ambassade américaine à Berlin datant de 2009. Il en ressort que l'Allemagne aurait secrètement développé, en coopération avec les Etats-Unis, de nouveaux satellites espions, sous couvert d'activités commerciales, et ce malgré les tentatives françaises pour stopper le projet *« par tous les moyens »*. Les responsables allemands étaient excédés *« d'être manipulés par la France »*, à laquelle ils reprochaient des pratiques commerciales douteuses et des méthodes de subventions cachées. Ils ne souhaitaient guère voir la France intervenir dans leurs activités. Ce projet d'imagerie optique de haute résolution (baptisé HIROS) serait, selon les télégrammes, susceptible de concurrencer le projet européen commun d'imagerie spatiale MUSIS *(Multinational space-based system),* dans lequel étaient engagées la France et l'Allemagne, ainsi que la Belgique, l'Espagne, la Grèce et l'Italie.

Outre l'exploitation des divisions européennes, un autre thème domine les publications : la pratique française de l'espionnage industriel. *Aftenposten* a dévoilé en janvier 2011 que la France serait, à leur grand agacement, le pays le plus actif en matière d'espionnage industriel chez ses alliés européens. Une note non datée de l'ambassade américaine à Berlin révèle que *« l'espionnage français est tellement étendu que les dégâts (qu'il provoque) pour l'économie allemande, dans leur totalité, sont plus importants que les dégâts provoqués par la Chine ou la Russie »*. En octobre 2009, Berry Smutny, directeur général du constructeur allemand de satellites OHB (qui a remporté en janvier 2010 le contrat pour la construction de satellites destinés au programme de navigation européen *Galileo* aux dépens de la filiale d'EADS, *Astrium)* avait confié aux Américains que *« la France est l'Empire du mal en ce qui concerne le vol de technologies, et l'Allemagne le sait »*. Dans un télégramme d'octobre 2009, publié par *Aftenposten,* il aurait également qualifié le projet *Galileo* d' *« idée stupide qui sert en premier lieu les intérêts français »*, alors qu'OHB en est l'un des bénéficiaires. Bien qu'il ait réfuté ces propos, le directeur général a été licencié, s'ajoutant ainsi à la liste des « victimes » de *WikiLeaks.*

Si, sur le fond, les articles ne semblent rien révéler de nouveau, ils confirment les soupçons portant sur certaines pratiques suspectes. Ils mettent également en lumière la complexité du secteur aérospatial allemand et ses conséquences sur la relation franco-allemande dans ce domaine. Ces révélations s'inscrivent dans la lutte acharnée qui a eu lieu en 2009 pour la clôture de deux contrats importants : le programme MTG (satellites météorologiques de troisième génération) pour un montant de 3 milliards d'euros et celui portant sur 14 satellites de la phase de déploiement de *Galileo (Full operational capability)* pour un montant de 566 millions d'euros. Suite à ces divulgations, la France et l'Allemagne gagneraient à valoriser leur coopération dans ce secteur.

Des débats multiples

Fin novembre 2010, le gouvernement allemand a condamné la publication des télégrammes et refusé de commenter les fuites, à l'instar de la France ou des Etats-Unis. Il estimait cependant que leur impact sur les relations germano-américaines serait moindre. Steffen Seibert, porte-parole du gouvernement allemand, a ainsi déclaré que *« les relations entre l'Allemagne et les États-Unis sont robustes, solides, reposant sur des valeurs communes. Elles ne devraient pas être endommagées sérieusement »*. L'épisode *WikiLeaks,* d'abord qualifié de *« 11 septembre de la diplomatie mondiale »* par le ministre italien des Affaires étrangères, Franco

Frattini, puis minimisé par les gouvernements, ne serait-il pas davantage une écornure faite à l'image des pays plutôt qu'une crise diplomatique à proprement parler ? La secrétaire d'Etat américaine aux Affaires étrangères, Hillary Clinton, a multiplié les excuses publiques, tandis que les pays ont déclaré d'une voix quasi-unanime que les fuites ne porteraient pas préjudice aux relations avec Washington.

Ce que certains ont baptisé le *Cablegate* a du moins fait émerger au premier plan de la scène internationale la volonté accrue des citoyens de tous pays pour plus de transparence dans l'action publique. Par ailleurs, si les révélations ne constituent pas de « scoops » à proprement parler, elles interrogent sur le rôle international des réseaux numériques et sociaux. Nombre d'experts ont par exemple souligné le rôle moteur joué par *Facebook* ou *Twitter* dans les soulèvements au Moyen-Orient en ce début d'année 2011. Alors qu'Internet gagne en influence, que le Web participatif s'impose et que les blogs prolifèrent, la diplomatie semble devoir s'adapter à cette nouvelle ère numérique, dont les modes de traçabilité et la diffusion de l'information en temps réel remettent en cause le métier même de diplomate. Les Etats semblent avoir perdu leur mainmise sur l'information, les sources traditionnelles de pouvoir et d'information se déplaçant vers la sphère numérique et les acteurs non-étatiques montant en puissance.

De plus, les plateformes qui s'inspirent de *WikiLeaks* se multiplient, telles que *SafeHouse* du *Wall Street Journal,* la *Transparency Unit* d'*Al Jazeera* avec la révélation des *Palestine Papers* ou *French Leaks* de *Mediapart*. Les enjeux principaux portent aujourd'hui sur l'importance de la diplomatie publique, la culture de la transparence, la cyber-sécurité (face notamment à la multiplication des attaques de groupes de *hackers* tels qu'*Anonymous* ou *Lulz Security* envers des acteurs publics ou privés), les règles de classification et de déclassification des documents, l'avenir d'Internet et l'enjeu pour l'Union européenne qui consiste à trouver une position commune en la matière.

De l'analyse des correspondances mentionnant Paris et Berlin, les Etats-Unis tirent bénéfice de ces divulgations dans la mesure où ils ont réussi à imposer de façon indirecte leur propre vision des relations internationales. Après le premier temps de surprise provoquée par ces révélations, le couple Paris-Berlin semble en être sorti renforcé, d'autant qu'un consensus paraît nécessaire en diplomatie face aux fuites. Cependant, l'actualité politique, entre autre le conflit en Libye, a depuis créé de nouvelles tensions dans le couple franco-allemand. Enfin, la confiance instaurée entre les sources d'information et les diplomates pourrait en souffrir à court ou à long terme. On peut par ailleurs se demander si la correspondance ne risque pas de devenir plus informelle, surtout si la question de la déclassification des documents se pose.

Jusque là, moins de 10 % de la correspondance française a été divulguée, dont peu de choses sur la relation franco-allemande. Reste à voir si *WikiLeaks* se révèlera plus « bavard » par la suite, notamment en vue des élections présidentielles françaises de 2012.

Partenariats médiatiques

Après une première vague de partenariats signés avec cinq grands organes de presse internationaux *(Le Monde* en France, *Der Spiegel* en Allemagne, *The Guardian* en Angleterre, *El Pais* en Espagne, et le *New York Times* aux Etats-Unis), le fondateur de *WikiLeaks,* l'Australien Julian Assange, a multiplié les partenariats régionaux afin que l'organisation gagne en poids, en visibilité et en influence. Le nombre de supports médias partenaires tourne aujourd'hui autour de 75, répartis sur les cinq continents avec l'arrivée ces derniers mois de pays tels que le Canada, le Japon, l'Inde, mais aussi la Colombie, la Roumanie, les Bahamas ou encore la Malaisie. Le traitement des révélations a été moins dense en France et en Allemagne qu'en Grande-Bretagne ou en Espagne. *Le Monde, Mediapart* et *Rue 89* ont choisi une couverture thématique, de même que *Der Spiegel* et *Die Welt,* contrastant avec les articles acérés du *Guardian* ou d'*El Pais.*